



**SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DEFENSE NORD-OUEST**

**ACCORD CADRE DE PRESTATION INTELLECTUELLE pour des  
missions de contrôle technique**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

<b>PERSONNE PUBLIQUE</b>	ETAT - MINISTERE DES ARMEES Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES Cedex 9
<b>CHARGE DU SUIVI</b>	Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES Cedex 9
<b>OBJET DU MARCHE</b>	Accord cadre de missions de contrôle technique pour les sites soutenus par le SID NORD-OUEST (Sites implantés dans les départements 14-18-22-27-28-35-36-37-41-44-45-49-50- 53-56-58-61-72-76-80-85-89 et 91)
<b>PROJET DE MARCHE</b>	<b>24-045</b>

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>OBJET DU CCTP- CARACTERISTIQUES GENERALES</b>	<b>3</b>
1.1 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
1.2 -	LIEU D'EXECUTION	3
1.3 -	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE	3
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>REFERENCES</b>	<b>4</b>
2.1 -	DOCUMENTS DE REFERENCE	4
2.2 -	AGREMENT DU CONTROLEUR TECHNIQUE	4
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
3.1 -	MISSIONS DE BASE	5
3.2 -	MISSIONS COMPLEMENTAIRES	5
3.3 -	MISSIONS SUPPLEMENTAIRES	5
3.4 -	ATTESTATION HAND ET ATTESTATION DE STABILITE A FROID	6
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>EXECUTION</b>	<b>6</b>
4.1 -	MODALITES	6
4.2 -	PHASE CONCEPTION	6
4.3 -	PHASE REALISATION	8
4.4 -	PHASE UTILISATION	8
4.6 -	COMMUNICATION DU TITULAIRE	9
4.7 -	REMARQUES	9
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>LIVRABLES</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 1 :</b>	<b>REPARTITION DU PERIMETRE SOUTENU PAR LE SID NORD-OUEST</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU CCTP- CARACTERISTIQUES GENERALES**

### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la passation de missions de contrôle technique, pour les phases de conception et/ou de réalisation sur les sites soutenus par l'intermédiaire des 7 Unités de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) et des 6 Pôles de Conduite d'Opération (PCO) dépendants du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest basé à Rennes (SID NO).

Il concerne la réalisation de missions de contrôle technique pendant les phases de conception et de réalisation des travaux (y compris GPA) des opérations de construction :

- nécessitant un contrôle technique, obligatoire ou non.

Toutes les missions référencées à l'annexe A du CCTG-CT sont concernées par le présent marché. De plus, la mission PV, la mission VIEL, l'attestation d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et l'attestation de stabilité à froid telles que décrites au cahier des charges sont concernées par le présent marché.

### 1.2 - Lieu d'exécution

Le périmètre géographique du présent accord-cadre est l'ensemble des sites soutenus par le SID NO. Les missions de contrôle technique se dérouleront sur les sites présents sur la carte en Annexe 1 du présent CCTP. Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont implantés dans les départements 14-18-22-27-28-35-36-37-41-44-45-49-50-53-56-58-61-72-76-85-89 et 91.

### 1.3 - Caractéristiques de l'accord cadre

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande, divisé en 7 lots géographiques :

- Lot n°1 – Base de Défense d'Angers (départements 44, 49, 61, 72 et 85)
- Lot n°2 – Base de Défense de Bourges-Avord (départements 18, 36 et 89)
- Lot n°3 – Base de Défense de Cherbourg (départements 14, 50)
- Lot n°4 – Base de Défense de Rennes Vannes Coëtquidan (département 22, 35, 53 et 56)
- Lot n°5 – Base de Défense d'Evreux (départements 27, 28, 76 et 80)
- Lot n°6 – Base de Défense d'Orléans-Bricy (départements 28, 45, 89 et 91)
- Lot n°7 – Base de Défense Tours (départements 37 et 41)

Les lots ci-dessus couvrent l'ensemble des sites soutenus par les USID ainsi que par les PCO d'Angers, Avord, Cherbourg, Rennes 1 et 2 et Tours. Les PCO feront appel au titulaire du lot concerné par le lieu de réalisation de l'opération.

## ARTICLE 2 - REFERENCES

### 2.1 - Documents de référence

Les missions s'exécutent conformément aux dispositions des textes suivants (liste non exhaustive) :

- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées ;
- décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés de contrôles techniques (CCTG-CT) ;
- norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs ;
- code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance ;
- de manière générale, la législation et les normes européennes et françaises en vigueur ayant trait à l'objet de l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique.

Par nature, les vérifications comprennent l'évaluation du projet et de sa réalisation par référence :

- aux textes législatifs et réglementaires ;
- aux textes techniques à caractère normatif et notamment :
  - o aux normes françaises y compris les normes transposant en France les normes européennes ;
  - o aux règles et prescriptions techniques DTU ;
  - o aux règles professionnelles.

Le titulaire doit considérer que ces opérations peuvent être concernées, par la réglementation ERP (établissement recevant du public). Les prix du titulaire sont réputés tenir en compte ces éléments.

### 2.2 - Agrément du contrôleur technique

L'exercice des missions de contrôle technique, passées sur le fondement du présent accord-cadre, est soumis aux dispositions de l'article L111-25 et de l'article R111-29 du Code de la construction et de l'habitat.

Par suite, le Titulaire doit être détenteur de l'agrément à l'exercice de l'activité de contrôleur technique, valide, délivré par le ministère chargé de la construction.

## ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La prestation du contrôleur technique est effectuée conformément à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions ci-dessous s'inscrivent dans le cadre d'un contrôle technique obligatoire visé par les articles L111-23 et R111-38 du code de la construction et de l'habitation et dont le contenu est précisé au CCTG-CT et dans la norme NFP 03-100.

Les missions suivantes peuvent être confiées toutes ou en partie au titulaire :

### 3.1 - Missions de base

- **Mission L** portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- **Mission S** portant sur la sécurité des personnes dans les constructions.

### 3.2 - Missions complémentaires

- **Mission PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- **Mission P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- **Mission F** relative au fonctionnement des installations ;
- **Mission Ph** relative à l'isolation acoustique ;
- **Mission Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- **Mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- **Mission Brd** relative au transport des brancards dans les constructions ;
- **Mission LE** relative à la solidité des existants ;
- **Mission Av** relative à la solidité des ouvrages avoisinants ;
- **Mission GTB** relative à la gestion technique des bâtiments ;
- **Mission Env** relative à l'environnement ;
- **Mission Hys** relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions ;
- **Mission CO** de coordination des missions de contrôles dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques.

### 3.3 - Missions supplémentaires

- **Mission VEIL** relative à la vérification initiale prévue à l'article R. 4226-14 du code du travail.  
Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226-5 à R. 4226-13 et des arrêtés pris pour leur application. Cette mission est définie dans l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Le contrôleur doit procéder aux vérifications suivantes :

- Examens de documents (notes de calculs, plans et schémas, documentation technique) ;
- Examens sur site ;
- Essais et mesurages.

Les points à examiner sont :

- Les conditions générales d'installation ;
- Les protections contre les risques de chocs électriques ;
- Les protections contre les risques de brûlures, d'incendie et d'explosion ;
- Les installations d'éclairage de sécurité.

Les rapports sont établis à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ces rapports doivent permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la conformité des installations.

- **Mission PV** relative au recollement des Procès-Verbaux d'essais d'installations.

La mission PV a pour objet :

- o Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations citées dans les présents documents ;
- o Un avis sur les résultats de ces procès-verbaux.

Les vérifications et essais concernés ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes.

Les installations concernées sont les suivantes :

- o Ascenseurs, monte-charge ;
- o Conditionnement d'air ;
- o Escaliers mécaniques, Trottoirs roulants ;
- o Ventilation mécanique ;
- o Portes et Portails automatiques pour véhicules ;
- o Chauffage ;
- o Réseaux de distribution collective et radiodiffusion ;
- o Fluides médicaux ;
- o Installations électriques ;
- o Plomberie sanitaire ;
- o Portiers électronique ;
- o Réseau d'alimentation en eau ;
- o Réseau d'évacuation.

### 3.4 - Attestation HAND et attestation de stabilité à froid

- **Attestation HAND** relative à la réalisation de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées, tel que défini dans l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- **Attestation de stabilité à froid** en application de l'Art. 46 du décret du 8 mars 1995.

## **ARTICLE 4 - EXECUTION**

### 4.1 - Modalités

Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées par le C.C.T.G. /C.T. (notamment les articles 10, 11, 12, 13 et l'annexe B) et la norme N.F.P. 03-100 de septembre 1995 (notamment son paragraphe 4) relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

### 4.2 - Phase conception

En complément des actes définis à l'annexe B du CCTG-CT il assure les tâches suivantes :

### - **Rapport Initial de Contrôle Technique**

Le contrôleur technique établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise ses avis sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises (études de diagnostic, rapports d'étude des sols, documents techniques, APS, APD et, PRO/DCE) dans les délais précisés au CCAP.

### - **Avis sur la notice de sécurité**

Le contrôleur technique participe ainsi aux réunions de travail nécessaires à l'établissement de la notice de sécurité et formule des avis sur l'adéquation des contreparties proposées par les concepteurs en cas de dérogation à certaines dispositions réglementaires.

Il formule un avis sur la notice de sécurité, établie par les maîtres d'œuvre et destinée à être jointe aux diverses demandes d'autorisation.

### - **Avis sur la notice d'accessibilité**

Le contrôleur technique veille à la conformité aux règles d'accessibilité des plans et documents d'études tous corps d'état.

Il formule un avis sur la notice d'accessibilité, établie par les maîtres d'œuvre et destinée à être jointe aux diverses demandes d'autorisation.

Il établit un « rapport initial d'accessibilité » détaillé, sur le modèle de l'attestation finale, récapitulant les points à lever en phase exécution pour une mission complémentaire « Hand ».

### - **Réunions de conception**

Le contrôleur doit également participer aux réunions de mise au point technique. Il informe par ailleurs le maître d'ouvrage, dans les délais précisés au CCAP et sous la forme d'un avis technique, sur les sondages, prélèvements et jalons à envisager dans l'exécution des travaux.

Le nombre de réunions est défini dans la demande de devis faite par le maître d'ouvrage en préalable à l'émission des bons de commande.

La demande par OS du maître d'ouvrage vaut convocation pour la prochaine réunion de chantier.

### 4.3 - Phase réalisation

En phase réalisation, le contrôleur technique effectue les prestations suivantes:

- Examen des documents d'exécution et formule des avis correspondants ;
- Examen des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formule des avis correspondants ;
- Contrôle de la conformité aux règles d'accessibilité des plans et documents d'exécution tous corps d'états établis par les entreprises – pour une mission complémentaire « Hand » ;
- Réunions de chantier.

Le contrôleur technique participe en cas de besoin, à des réunions de mise au point technique avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs visant à lever les éventuelles non-conformités rencontrées ; il réalise des visites et vérifications sur site aux moments clés de la réalisation des travaux (points de contrôle, points d'arrêts...) ; il contrôle, à l'avancement, les principales côtes de gros œuvre, cloisons et doublages ayant une incidence sur l'accessibilité (rampes, dégagements, sanitaires handicapés...).

Le nombre d'unités de réunions est défini dans la demande de devis faite par le maître d'ouvrage en préalable à l'émission des bons de commande.

Le compte rendu (CR) de réunion de chantier du maître d'œuvre reçu en copie ou la demande par OS du maître d'ouvrage vaut convocation pour la prochaine réunion de chantier. En cas d'absence, non justifiée 48h au moins avant la réunion, le titulaire du marché se voit appliquer la pénalité définie au CCAP.

Préalablement à la réception, le contrôleur technique :

- établit et transmet au maître d'ouvrage le **rapport final de contrôle technique (RFCT)** ;
- fournit les différentes attestations le cas échéant.

Le contrôleur technique réalise, par examen visuel, une vérification finale avant les opérations préalables à la réception des travaux et doit permettre au maître de l'ouvrage de faire d'éventuelles réserves.

Dans cette phase, le bureau de contrôle établit le RFCT dans lequel sont mentionnées les réserves non levées. Par la suite, la présence du contrôleur technique peut être requise lors des visites de levées de réserves.

En outre, il intervient à l'issue de l'intervention des entreprises afin de procéder à la levée des réserves formulées et actualise le rapport final de contrôle technique dans un délai de 5 jours ouvrés afin qu'il soit vierge de toutes réserves.

il établit le **rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)** pour la commission de sécurité et participe à la visite de la commission de sécurité dans les mêmes délais que pour les RFCT.

### 4.4 - Phase utilisation

Après la réception, le contrôleur technique continue de fournir des avis sur les travaux de parachèvement dans un délai de 10 jours ouvrés pendant toute la période de la garantie de parfait achèvement.



#### 4.6 - Communication du titulaire

En application de l'article 10 du CCTG-CT, dès notification du bon de commande, le titulaire désigne au maître d'ouvrage par écrit la personne qualifiée pour signer les avis et rapports relatifs au bon de commande concerné.

Pendant toute la durée de sa mission, le contrôleur technique est tenu d'établir des avis écrits sur tout document transmis par les autres intervenants et de répondre par écrit à toute question qui lui est posée.

Le délai de délivrance d'un avis par le contrôleur technique ou de réponse est fixé au CCAP du présent contrat. En cas de retard, le titulaire du marché se voit appliquer les pénalités définies au CCAP.

Les avis, rapports et observations donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

#### 4.7 - Remarques

Les conditions suivantes sont appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estime nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur du marché prend les dispositions nécessaires pour :
  - o informer dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entrepreneurs, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent marché de contrôle technique.
  - o donner au contrôleur technique copie de l'acceptation du permis de construire, s'il y a lieu.

## ARTICLE 5 - DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS

Les délais de réalisation des prestations sont spécifiés au § 2.4 et § 3 du CCAP.

## ARTICLE 6 - LIVRABLES

Les livrables doivent être fournis en format .PDF limité à une taille de 3 Mo.

Le titulaire transmet au maître d'ouvrage les avis, rapports ou attestations selon les modalités suivantes :

N°	Objets	Exemplaire numérique
1	Avis sur les documents en phase conception	1 pdf
2	Avis sur les documents en phase réalisation	
3	Rapport de visite de chantier	
4	Rapport initial de contrôle technique	
5	Rapport final de contrôle technique	
6	Attestation(s)	

## ANNEXE 1 : Répartition du périmètre soutenu par le SID Nord-Ouest

